

# Du fonds de commerce de la Shoah à l'épuration ethnique en Palestine

40 jours durant, un déluge de bombes s'était déversé sur l'enclave de Ghaza sans que cela émeuve la bonne conscience d'un Occident, habituellement prompt à condamner le moindre recours à la riposte des Palestiniens. Cycliquement le remake guerrier d'Israël (2008-2010) bénéficie de la mansuétude d'une communauté internationale qui, depuis longtemps, avait décidé de sanctuariser cet «Etat pas comme les autres» afin de se racheter de ses crimes historiques. Or, ce syndrome de la culpabilisation qui irrigue depuis 70 ans les puissances de ce monde n'a-t-il pas fini par faire de l'entité sioniste une «nation» voyou ? Celle qui cultive le bellicisme sectaire comme une justification à d'imaginaires périls qui l'encerclent. Avec une aisance parfaitement calibrée sur les motifs ponctuels de ses interventions meurtrières, Israël rejoue à l'infini la dramaturgie du complexe de Massada. Celui de sa bunkérisation dans un environnement hostile, peuplé, cette fois, d'Arabes et de musulmans, contrairement à la vérité historique. A leur tour, les médias les

plus influents, font le reste. Celui de présenter les dirigeants de Tel-Aviv comme les seuls vigiles d'une civilisation judéo-chrétienne menacée de toutes parts par la marée montante de l'Islam. C'est ainsi que la question palestinienne a cessé d'être perçue comme le nœud gordien d'un simple peuple chassé de sa terre pour n'être disséqué que sous l'angle d'un djihadisme islamique intolérant. La symétrie a été vite faite à travers le Hamas de Ghaza, ce dont d'ailleurs l'Etat hébreu se prévaut en toutes circonstances. Grâce à ses lobbies, puissamment actifs aux Etats-Unis et en France notamment, Israël ne sera pas de sitôt mis au ban des nations. Considéré avec bienveillance en «état de légitime défense» permanente, il se soustrait de fait aux sanctions. C'est par conséquent la nature même de cette «discrimination positive» qui est à l'origine de son insupportable impunité. Un viatique, consensuellement accordé dès les premières années de la création de l'ONU (1948), qui l'autorise à ce jour d'agir selon les exigences de son expansionnisme sans jamais en référer au droit inter-

national. Or, nous avons avec Israël le modèle achevé de l'Etat hors la loi sauf qu'il bénéficie d'une immunité «onusienne» à travers son gendarme qu'est le Conseil de sécurité. A l'inverse, ce dernier, n'a-t-il pas de tout temps exercé des pressions brutales sur les voisins arabes au nom d'un spécieux «réalisme» ouvrant la voie à la paix et la cohabitation. Rapidement les Etats de la région s'aperçurent de l'unilatéralisme de l'ONU devenu de fait l'outil idéal d'Israël pour ratifier ses stratégies. En un peu plus de trente ans, le «regard» arabe a notablement changé. Il est passé de la réfutation improductive à la possibilité d'une solution médiane. A l'inverse, l'Etat hébreu a entamé parallèlement une stratégie plus exigeante en posant les uns après les autres des conditions insupportables.

Toujours sous l'influence de lobbies, la plupart des membres du Conseil de sécurité ne surent pas saisir certaines opportunités pour réorienter leur pression sur un Israël tout à fait réfractaire à l'idée de s'inscrire dans la réinsertion régionale. Deux moments-clés furent en effet lamentablement gaspillés au profit d'une paix. C'est-à-dire deux rendez-vous majeurs qui firent deux victimes emblématiques : Sadate puis Arafat. Au sujet de ces deux précurseurs, qui furent tour à tour critiqués et parfois qualifiés d'aventuriers et de capitulards, la tentation est de nos jours justifiée de mettre en parallèle le geste inouï de

l'Egyptien se rendant en Israël en novembre 1977 et l'électrochoc psychologique provoqué par Arafat en 1993 annonçant la reconnaissance officielle de l'existence d'Israël.

Dans cet Orient où le casus belli est traditionnellement disert émotionnellement («a conscience malheureuse» cultivée par le sionisme et la «conscience de l'humiliation» intériorisée par les Arabes), deux coups de grisou vinrent donc balayer ces «doxa» fondatrices afin de faire place au réalisme et à la lucidité. Ils furent l'œuvre des Arabes alors que les Hébreux d'Israël et la diaspora puissante dans les médias d'Europe et d'Amérique mirent immédiatement en doute cette «bonne volonté bédouine» (sic). Or de si limpides et si lointaines reconnaissances ont-elles jamais suffi aux va-t-en-guerre israéliens de se mettre enfin en conformité avec le droit international ? Pas du tout. Car de par la complexité de sa création, Israël ne semble pouvoir survivre que par le conflit et ne peut se «moraliser» que par la contrainte de la paix. Or, pour que cela puisse devenir possible dans le futur, il faudrait que Washington, Paris ou Londres soient à leur tour en mesure de mettre au pas la nuisance de ses lobbies. Autrement dit, «normaliser» Israël ne consiste pas à l'empêcher d'exister mais à lui ordonner de ne pas ajouter au drame d'un peuple spolié le ressentiment qu'il est orphelin de justice.



Par Boubakeur Hamidechi  
boubakeur.hamidechi@yahoo.fr

Israël n'est, hélas, que cela. C'est-à-dire le fourrier indirect du djihadisme se développant dans ce qui fut le «croissant fertile» ; de même qu'il est le géniteur putatif de ce Hamas gérant Ghaza où un blocus inhumain irrigue le désespoir. Car enfin, en quoi se différencie-t-il du djihadisme islamique que l'on agit comme un épouvantail ? Israël n'est-il pas également une théocratie fondée sur l'épuration ethnique et le génocide ?

B. H.

## CONDOLÉANCES

Boubakeur Hamidechi et Mohamed Salah Bensouici ont appris avec une immense tristesse la disparition de leur ami Kaci Chaffi

Le grand rouquin majestueux par ses silences et sa constance dans l'amitié.

En cette douloureuse circonstance, ils prient sa famille de trouver ici l'expression de leurs compassions.

Le Soir sur Internet :  
<http://www.lesoirdalgerie.com>  
E-mail :  
[info@lesoirdalgerie.com](mailto:info@lesoirdalgerie.com)

## EBOLA

# Détérioration plus rapide que la capacité déployée pour faire face à l'épidémie

**ONG et sociétés de Croix-Rouge insistaient hier sur la nécessité de se mobiliser davantage face à une épidémie de fièvre hémorragique Ebola «largement sous-évaluée» qui se répand plus vite que la capacité actuellement mise en œuvre pour y faire face.**

«Le personnel présent dans les zones d'épidémie relève des preuves montrant que le nombre de cas rapportés et le nombre de morts sous-estiment largement l'ampleur de l'épidémie», affirme un communiqué de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) publié jeudi soir.

Le Dr Joanne Liu, directrice de Médecins sans frontières, qui rentre d'une visite de dix jours en Afrique de l'Ouest, est allée plus loin vendredi, lançant un cri d'alarme en parlant d'une épidémie «qui se répand et (la situation) se détériore plus vite que notre capacité à y faire face».

«Nous avons une totale défaillance des infrastructures», a-t-elle dit, jugeant que «si on ne stabilisait pas la situation au Liberia, on ne stabiliserait jamais la région».

«Et il ne s'agit que de la partie émergée de l'iceberg», a mis en garde la responsable de l'ONG engagée en première ligne dans

les soins prodigués aux personnes contaminées.

Joanne Liu a lancé un appel à une coordination internationale renforcée sous la houlette de l'OMS. «Tous les gouvernements doivent se mobiliser. Il faut le faire maintenant si nous voulons contenir cette épidémie», a-t-elle déclaré. «Un engagement sur le moyen terme est nécessaire, nous parlons de plusieurs mois, d'au moins six mois, et je suis très optimiste», a encore affirmé la directrice de MSF.

### Un climat de peur générale

«Nous n'avons jamais vu cela auparavant. Il faut élaborer une nouvelle stratégie, l'Ebola n'est plus confinée seulement dans quelques villages, elle se propage dans une ville de 1,3 million d'habitants, Monrovia», a expliqué la directrice de MSF, lors d'une conférence de presse à Genève.

Elle a estimé qu'il règne actuellement un «climat de peur générale, comme en temps de

guerre» dans la région touchée aux frontières de la Guinée, de la Sierra Leone et du Liberia. «La peur n'est pas le meilleur comportement», a dit Joanne Liu.

«Les gens se méfient maintenant des centres de santé. Les capacités de suivi des contacts des malades sont insuffisantes», a-t-elle dit. Elle a donné l'exemple de Kailahun, en Sierra Leone où il faudrait suivre 2 000 personnes en contact avec des malades de l'Ebola, alors que le personnel n'est suffisant que pour en suivre 250.

L'OMS souligne qu'elle «coordonne une augmentation massive de la réponse internationale». Certains des besoins à satisfaire paraissent simples.

L'OMS relève par exemple que les centres américains de contrôle et de prévention des maladies vont équiper les pays touchés avec des ordinateurs pour pouvoir avoir une vision en temps réel de l'évolution de l'épidémie. Il faut aussi être capable de mettre à jour en permanence une carte des zones affectées et de leurs besoins logistiques.

«On s'attend à ce que l'épidémie dure un certain temps. Le plan opérationnel de riposte de l'OMS s'étend sur les prochains

mois», souligne l'organisation. En cinq mois, cette épidémie d'Ebola, la plus grave depuis l'apparition de cette fièvre hémorragique en 1976, a fait jusqu'ici 1.069 morts, selon l'OMS : 377 en Guinée, 355 au Liberia, 334 en Sierra Leone et trois au Nigeria. Jeudi, le Nigeria a annoncé un quatrième mort.

Pour le nouveau secrétaire général de Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR), le Sénégalais Elhadj As Sy, qui vient de rentrer d'une tournée en Guinée et en Sierra Leone, la communauté internationale doit augmenter son soutien. A l'heure actuelle, la capacité à faire face à l'épidémie approche de sa limite, souligne la FICR. «Nos volontaires jouent un rôle crucial dans les efforts visant à contenir l'épidémie», estime M. Sy.

«La force collective de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge réside dans sa présence unique au niveau local et dans notre expérience du travail avec et pour les communautés. Les volontaires de la Croix-Rouge (...) sont eux-mêmes issus de ces communautés, ce qui fait une énorme différence lorsqu'il s'agit de diffusion des messages de

prévention ou de combattre des rumeurs ou des préjugés d'origine culturelle.»

### Des athlètes africains privés de compétition

Certains athlètes en provenance de pays d'Afrique de l'Ouest touchés par l'épidémie ne pourront pas participer à la 2<sup>e</sup> édition des jeux Olympiques de la Jeunesse qui commencent samedi à Nankin (Chine), ont annoncé le CIO (Comité international olympique) et le comité organisateur des Jeux.

Il a été décidé que «les athlètes venant des régions infectées ne pourront pas participer aux sports de combat (2 athlètes) ni aux sports de natation (1 personne)», indiquent-ils dans un communiqué.

Les organisateurs ont, en outre, indiqué que les athlètes en provenance des régions infectées seraient soumis à des «prises de température régulières, ainsi qu'à des examens physiques», pendant les deux semaines des jeux.

Selon le site internet de ces jeux, 25 participants des quatre pays les plus touchés par Ebola — la Sierra Leone, le Liberia, la Guinée et le Nigeria —.